

FAO : Réformes et investissements nécessaires pour mieux aménager les forêts

Communiqué de l'ONU, 16 mars 2009

mardi 17 mars 2009

La réforme des institutions forestières et l'accroissement des investissements de la science et de la technologie sont essentiels pour un meilleur aménagement des forêts, selon le dernier rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur la situation des forêts du monde paru lundi.

Le rapport intitulé « La Situation des forêts du monde 2009 » brosse un tableau mitigé avec un accroissement des superficies boisées dans certaines régions et des diminutions dans d'autres. En particulier, les pays au premier stade du développement sont confrontés à d'immenses pressions sur leurs forêts et au dilemme douloureux entre contraintes économiques immédiates et avantages à long terme. Les faiblesses institutionnelles demeurent le problème le plus épineux.

"Adapter les institutions forestières aux changements rapides du plus vaste contexte est un enjeu de taille", indique Jan Heino, sous-directeur général de la FAO (Département des forêts). Il faut en particulier réinventer les organismes forestiers du secteur public qui ont été lents à s'adapter à l'évolution des exigences, ajoute M. Heino.

La demande mondiale de produits et de services environnementaux devrait augmenter au cours des prochaines décennies, fait remarquer le rapport.

Les politiques relatives à l'énergie et au changement climatique amplifient le recours au bois comme source d'énergie, même si cette tendance pourrait subir le contrecoup du récent ralentissement de l'activité économique.

A court terme, les forêts et la foresterie subiront les répercussions de la crise économique mondiale. La demande réduite de bois et de produits ligneux suite à l'effondrement du secteur du logement et le resserrement du crédit ont un grave impact négatif sur les investissements dans l'industrie et sur la gestion forestière.

On s'inquiète du fait que certains gouvernements puissent diluer les objectifs verts précédemment ambitieux ou repousser les décisions fondamentales liées à la mitigation et à l'adaptation au changement climatique pour se concentrer sur la crise économique, souligne le rapport.

Des initiatives telles que celles visant à réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts qui dépendent de transferts financiers internationaux pourraient aussi rencontrer des problèmes.

En outre, la contraction des secteurs formels de l'économie laisse souvent la porte ouverte à l'infiltration du secteur informel et pourrait porter à une intensification de la coupe illégale.

La crise actuelle peut cependant faire naître des opportunités. Un regain d'attention à l'égard du "développement vert" pourrait donner une nouvelle orientation à l'essor du secteur forestier.

La plantation d'arbres, l'accroissement des investissements dans l'aménagement forestier durable et la promotion active du bois dans les pratiques écologiques de construction et les énergies renouvelables deviendront tous partie intégrante du "développement vert", selon le rapport.

P.-S.

- A consulter sur le site d'Adéquations : rubrique [Forêts et déforestation](#)